

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : ASA 16/011/2006 (Public)  
Bulletin n° : 254  
ÉFAI  
28 septembre 2006

## Myanmar. Arrestation de trois dirigeants étudiants

Amnesty International a exprimé ce jeudi 28 septembre sa vive préoccupation face à l'arrestation de trois dirigeants étudiants à Yangon (Rangoon). Elle a exhorté le Conseil national pour la paix et le développement (SPDC), le gouvernement militaire du Myanmar, à les libérer immédiatement et sans condition et à ne pas les pénaliser, ni eux ni toute autre personne, pour avoir mené des activités politiques pacifiques.

U Htay Kywe, Ko Ko Gyi et Paw U Tun (alias Min Ko Naing) ont été arrêtés par la Section spéciale de la police le 27 septembre 2006 à l'aube. Ils seraient détenus dans les locaux de la Section spéciale et au ministère de l'Intérieur et ne semblent pas avoir été inculpés d'une quelconque infraction.

Ils faisaient partie des quelques dirigeants de l'opposition encore en liberté au Myanmar, où la plupart des membres haut placés de l'opposition sont incarcérés en raison de leurs activités pourtant pacifiques.

Amnesty International craint que ces trois personnes ne soient torturées et soumises à d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants ; elle est préoccupée par le fait que, en violation de la législation du Myanmar, ces personnes sont détenues au secret et sans avoir été inculpées. L'organisation a insisté pour qu'en attendant leur libération, ces personnes soient placées dans un lieu de détention officiel et immédiatement autorisées à entrer en contact avec leurs avocats et leurs proches et à recevoir des soins médicaux si nécessaire.

### Complément d'information

Plus de 1 150 prisonniers politiques sont détenus au Myanmar.

U Htay Kywe (environ 41 ans), Ko Ko Gyi (44 ans) et Paw U Tun, alias Min Ko Naing (43 ans) étaient des dirigeants étudiants pendant les manifestations organisées en 1988 pour protester contre les vingt-six années de régime militaire. Ils avaient été libérés en 2004 et 2005 après avoir passé jusqu'à quinze ans derrière les barreaux pour le rôle qu'ils avaient joué dans l'organisation des manifestations pacifiques de protestation d'étudiants. Ils avaient tous eu des problèmes de santé pendant leur détention, ponctuée par de longues périodes d'isolement. Ils étaient étroitement surveillés depuis leur libération. Leurs mouvements étaient dénoncés et fortement critiqués par la presse contrôlée par l'État.

La situation au Myanmar doit être discutée au Conseil de sécurité des Nations unies vendredi 29 septembre. Dès que le Myanmar a été mis à l'ordre du jour des discussions du Conseil de sécurité, les autorités ont allégué dans la presse officielle que les groupes d'opposition étaient impliqués dans des complots visant à semer le désordre dans le pays.